



ENTRETIEN

"Il faut déconnecter la politique intérieure de la question de l'Europe"

LE MONDE | 21.02.05 | 14h46

Entretien avec Elisabeth Guigou (PS), au "Grand jury RTL-Le Monde-LCI"

En convoquant le congrès de ratification de la constitution européenne dès le 28 février, Jacques Chirac semble vouloir accélérer le calendrier et la campagne pour le référendum. est-ce une bonne chose ?

François Hollande avait demandé la convocation du Congrès le plus vite possible. C'est le 28 février ; c'est très bien. Ensuite, il faudra prendre le temps nécessaire de la campagne : si nous avons deux mois et demi ou trois mois de campagne, c'est bien. Cela laisse le temps d'expliquer. Car il faut juger ce traité constitutionnel sur ses mérites propres et non sur des choses qui n'ont rien à voir, comme l'élargissement qui est derrière nous ou la Turquie qui n'est pas le sujet d'aujourd'hui.

Aucun des griefs des partisans du "non" n'est fondé ?

Les partisans du "non" ont leurs inquiétudes. Il faut y répondre avec beaucoup de sérénité et, en même temps, avec beaucoup de soin parce qu'ils relaient des inquiétudes largement partagées. Il faut être très honnête dans l'analyse. C'est un traité, donc un compromis, certainement imparfait. Mais c'est un vrai progrès, à la fois pour une Europe plus démocratique, plus sociale, plus influente dans le monde. On serait bien bêtes de se priver de ce progrès.

En même temps que le traité européen, le chef de l'Etat veut faire ratifier la Charte de l'environnement. Les socialistes s'y opposent. Par calcul politique ?

Il est très dommageable et très critiquable de mélanger une question de politique intérieure avec la question de l'Europe. Nous savons très bien que, pour réussir ce référendum, il faut déconnecter la politique intérieure de la question de l'Europe. L'approbation du traité européen n'a rien à voir avec l'approbation du président de la République ou du gouvernement.

Mais la tentation de sanctionner le gouvernement peut nourrir le vote "non"...

On peut le comprendre. Mais ça n'aurait aucun effet. Quand on pense que le président de la République n'a pas démissionné après la dissolution ratée de 1997, je ne vois pas pourquoi il démissionnerait après un référendum perdu. Si l'on veut une sanction sur la politique intérieure, ce sera en 2007.

Comment jugez-vous l'attitude critique de Laurent Fabius ?

Personne n'ira lui reprocher de rester fidèle à ses convictions. Mais le parti a décidé, et il faut respecter le vote des militants et la démocratie interne. Je n'imagine pas que Laurent Fabius se mette à l'écart ou en rupture avec le Parti socialiste. Ce serait un mauvais calcul : ceux qui

ne respecteraient pas le vote des militants seraient, un jour ou l'autre, sanctionnés par les militants.

C'est un avertissement ?

Je ne pense pas que l'on puisse gagner en jouant contre son parti.

Les candidats à la candidature présidentielle ont-ils tort de se précipiter ?

Je ne crois pas que les Français soient intéressés par ces rivalités de personnes. Ce qu'ils attendent, c'est qu'on leur présente de façon crédible une autre politique.

Propos recueillis par Gérard Courtois, Ruth Elkrief et Pierre-Luc Séguillon

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 22.02.05

Droits de [reproduction](#) et de [diffusion](#) réservés © **Le Monde** 2004

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la [licence](#) de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.

[Politique](#) de confidentialité du site. [Besoin d'aide ?](#) [faq.lemonde.fr](#)